

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 39.454/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation, le 22 novembre 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours, sur un "ontwerp van regeringsamendement betreffende het voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen (005A01053.014) goedgekeurd door de Ministerraad van 18 november 2005", a donné le 29 novembre 2005 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996 et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

L'urgence est motivée comme suit :

"Art. 16

Étant donné l'entrée en vigueur de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, plusieurs définitions dans la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ont été supprimées. Afin d'harmoniser l'article 43bis, § 1^{er} à la nouvelle situation législative, il faut d'urgence que les références à la loi du 13 juin 2005 soient appliquées.

Art. 17

L'article 43bis, § 5 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques précise qu'il doit être répondu à une recommandation du Service de médiation pour les télécommunications dans un délai de 20 jours ouvrables. Toutefois, pour un nombre considérable de recommandations formulées, aucune réaction des opérateurs n'a été enregistrée. Jusqu'à présent, il n'y a pas de sanctions en cas de non-respect de l'article 43bis, § 5, de cette loi. Une adaptation légale urgente de cette lacune, s'impose dès lors. Le texte proposé souhaite combler cette lacune.

Art. 18

Il existe un problème structurel concernant la suspension de la procédure de recouvrement pendant le traitement d'une plainte auprès du service de médiation. Une adaptation légale urgente, s'impose dès lors. Le texte proposé souhaite combler cette lacune.

Art. 19

L'adaptation de l'article 110 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques doit être réalisée aussi rapidement que possible car autrement, les opérateurs courent en effet le risque de devoir établir des plans tarifaires en fonction du schéma de consommation, pour les grandes entreprises également. Le but ne serait ainsi pas atteint et la complexité de l'analyse engendrerait des frais énormes pour les opérateurs.

Art. 20

Étant donné l'entrée en vigueur de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, les dispositions relatives au service universel de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ont été supprimées. Il avait été oublié d'abroger les dispositions relatives au service universel des annexes jointes à la loi du 21 mars 1991. Ces annexes doivent dès lors être abrogées d'urgence afin d'éviter une double réglementation.

Art. 21

L'article 2 de la loi du 6 juillet 2005 relative à certaines dispositions judiciaires en matière de communications électroniques doit d'urgence subir quelques modifications. La dénomination légale de la Commission d'éthique est : «Commission d'éthique pour la fourniture de services payants via des réseaux de communications électroniques». La loi du 6 juillet 2005 doit dès lors subir une modification selon la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques."

La motivation spéciale de l'urgence fait défaut en ce qui concerne les articles 16, 20 et 21 du texte en projet.

Les articles 16 et 20 constituent des adaptations légistiques consécutives à l'entrée en vigueur de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, laquelle a pour effet, selon la motivation de l'urgence, de nécessiter respectivement le renvoi, dans la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, à des notions juridiques définies non plus dans la loi précitée du 21 mars 1991 mais dans celle du 13 juin 2005, et d'abroger les annexes 1, 2 et 3 de la loi précitée du 21 mars 1991.

Si, en cas d'adoption d'une loi nouvelle, il est certes souhaitable d'assurer de manière correcte le renvoi aux textes nouvellement en vigueur et d'abroger les dispositions qui sont remplacées, on n'aperçoit pas la justification d'y procéder dans des conditions d'urgence, dès lors qu'il est manifeste, selon les méthodes usuelles d'interprétation, que les notions visées sont celles de la loi nouvelle et que les textes dont l'abrogation expresse est envisagée par le projet sont déjà implicitement abrogés en raison même de l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, et que, par ailleurs, il est loisible à l'auteur de l'avant-projet de poursuivre son objectif en saisissant le Conseil d'État dans le délai de trente jours prescrit par l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées précitées.

.../...

Le recours à la procédure d'urgence pour l'article 21 ne fait l'objet d'une justification qu'en ce qui concerne le 1° de cette disposition, qui tend à préciser le renvoi fait dans la loi du 6 juillet 2005 relative à certaines dispositions judiciaires en matière de communications électroniques à la dénomination d'une commission créée par la loi précitée du 13 juin 2005.

Cette motivation ne contient toutefois aucun élément justifiant le recours à la procédure d'urgence, sauf la simple affirmation de l'urgence et le rappel du nom de la commission. En toute hypothèse, par le recours aux méthodes usuelles d'interprétation, il ne fait guère de doute que la commission visée dans la loi précitée du 6 juillet 2005 est bien celle dont il est question à l'article 134 de la loi précitée du 13 juin 2005; la précision souhaitée par l'auteur de l'avant-projet pourrait résulter du dépôt d'un projet de loi ou, le cas échéant, d'un projet d'amendement à l'issue de la procédure normale de consultation de la section de législation du Conseil d'État, qui pourrait en outre être saisie, si nécessaire, sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées précitées.

La demande d'avis n'est donc recevable qu'en ce qui concerne les articles 17 à 19 du texte.

*

* *

1. En ce qui concerne les trois points visés à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, les articles 17 à 19 de l'avant-projet n'appellent pas d'observation.

2. Le texte en projet porte comme intitulé "Ontwerp van regeringsamendement [...]".

Son dispositif n'est toutefois pas rédigé comme un amendement puisqu'il ne tend pas à modifier ou à compléter un projet ou une proposition de loi actuellement déposée sur le bureau des Chambres législatives.

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. X. DELGRANGE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 39.454/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 22 november 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, en Consumentenzaken verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een "ontwerp van regeringsamendement betreffende het voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen (005A01053.014) goedgekeurd door de Ministerraad van 18 november 2005", heeft op 29 november 2005 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering als volgt :

"Art. 16

Met de inwerkingtreding van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie zijn verschillende definities van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven geschrapt. Om artikel 43*bis*, § 1 van de wet van 21 maart 1991 in overeenstemming te brengen met de nieuwe wetgevende situatie, dienen dringend verwijzingen naar de wet van 13 juni 2005 doorgevoerd te worden.

Art. 17

Artikel 43*bis*, § 5, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven stipuleert dat op een aanbeveling van de Ombudsdienst voor telecommunicatie binnen de 20 werkdagen dient geantwoord te worden. In een aanzienlijk aantal uitgebrachte aanbevelingen wordt echter geen reactie van de operatoren geregistreerd. Tot nu toe staan er geen sancties op het niet respecteren van artikel 43*bis*, § 5, van deze wet. Een dringende wettelijke aanpassing van deze lacune dringt zich dan ook op. Het tekstvoorstel wenst aan deze lacune te verhelpen.

Art. 18

Er bestaat een structureel probleem inzake de opschorting van de invorderingsprocedure tijdens de behandeling van de klachten bij de Ombudsdienst. Een dringende wettelijke aanpassing van deze lacune dringt zich dan ook op. Het tekstvoorstel wenst aan deze lacune te verhelpen.

Art. 19

De aanpassing van artikel 110 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie dient zo snel mogelijk te worden doorgevoerd want het risico bestaat immers dat operatoren anders ook voor de grote bedrijven de tariefplannen in functie van het gebruikspatroon dienen op te maken, wat aan het doel voorbijschiet en wat door de complexiteit van de analyse enorme kosten voor de operatoren met zich zou meebrengen.

.../...

Art. 20

Met de inwerkingtreding van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie zijn de bepalingen in verband met de universeledienstverlening van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven opgeheven. Er was vergeten de bijbehorende bepalingen in verband met de universeledienstverlening uit de bijlagen van de wet van 21 maart 1991 op te heffen. Om een dubbele regeling te voorkomen dienen deze bijlagen dan ook dringend geschrapt te worden.

Art. 21

In artikel 2 van de wet van 6 juli 2005 betreffende sommige juridische bepalingen inzake elektronische communicatie dienen dringend enkele wijzigingen te worden aangebracht. De wettelijke benaming van de Ethische Commissie is immers : "Ethische Commissie voor het aanbieden van betalende diensten via elektronische-communicatiewerken". In de wet van 6 juli 2005 dient dan ook een verwijzing te worden ingevoerd naar de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie."

Het verzoek om spoedbehandeling is niet met bijzondere redenen omkleed wat de artikelen 16, 20 en 21 van de ontworpen tekst betreft.

De artikelen 16 en 20 zijn wetgevingstechnische aanpassingen naar aanleiding van de inwerkingtreding van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, wat, volgens de motivering van het verzoek om spoedbehandeling, tot gevolg heeft dat in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven moet worden verwezen naar juridische begrippen die niet langer gedefinieerd zijn in de voormelde wet van 21 maart 1991, maar in die van 13 juni 2005, en dat de bijlagen 1, 2 en 3 van de voormelde wet van 21 maart 1991 opgeheven moeten worden.

Bij de aanneming van een nieuwe wet is het weliswaar wenselijk om ervoor te zorgen dat op correcte wijze wordt verwezen naar de pas in werking getreden teksten en om bepalingen die vervangen zijn op te heffen, maar het is niet duidelijk waarom zulks ten spoedigste zou moeten geschieden, aangezien het volgens de gebruikelijke interpretatiemethodes evident is dat de begrippen waarmee gewerkt wordt die van de nieuwe wet zijn en dat de teksten waarvan de uitdrukkelijke opheffing in het ontwerp in het vooruitzicht wordt gesteld, reeds impliciet opgeheven zijn door de inwerkingtreding zelf van de nieuwe wet en daar het de steller van het voorontwerp overigens vrij staat om zijn doelstelling na te streven door de Raad van State te verzoeken zijn advies uit te

.../...

brenge binnen de termijn van dertig dagen gesteld in artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de voornoemde gecoördineerde wetten.

Voor het aanwenden van de spoedprocedure voor artikel 21, wordt alleen een rechtvaardiging gegeven wat onderdeel 1° van die bepaling betreft, welk onderdeel ertoe strekt in de wet van 6 juli 2005 betreffende sommige juridische bepalingen inzake elektronische communicatie de benaming van een commissie die bij de voormelde wet van 13 juni 2005 is opgericht te preciseren.

Die motivering bevat evenwel geen enkel gegeven dat de aanwending van de spoedprocedure rechtvaardigt, uitgenomen de loutere bewering dat het dringend is en de memorering van de benaming van de commissie. Wat er ook van zij, door aanwending van de gebruikelijke interpretatiemethodes zou er nauwelijks twijfel over bestaan dat de commissie die in de voormelde wet van 6 juli 2005 wordt bedoeld wel degelijk de commissie is waarvan sprake is in artikel 134 van de voormelde wet van 13 juni 2005; de precisering die de steller van het voorontwerp wil aanbrengen, zou tot stand gebracht kunnen worden door de indiening van een wetsontwerp of, in voorkomend geval, door een ontwerp van amendement na het doorlopen van de normale procedure voor het raadplegen van de afdeling wetgeving van de Raad van State, die overigens, indien nodig, op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de voornoemde gecoördineerde wetten om advies zou kunnen worden verzocht.

De adviesaanvraag is dus slechts ontvankelijk wat de artikelen 17 tot 19 van de tekst betreft.

*
* *

1. Wat de drie punten betreft die in artikel 84, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State worden vermeld, geven de artikelen 17 tot 19 van het voorontwerp geen aanleiding tot opmerkingen.

2. De ontworpen tekst draagt als opschrift "Ontwerp van regeringsamendement (...)".

.../...

Het dispositief ervan is evenwel niet geredigeerd als een amendement, aangezien het niet strekt tot wijziging of aanvulling van een wetsontwerp of een wetsvoorstel dat recentelijk bij de Wetgevende Kamers is ingediend.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. X. DELGRANGE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS